

■ Israël | Série (4/6)

Les oubliés d'Oslo

► Ils représentent 20% de la population d'un pays qui donne parfois le sentiment de les tolérer plutôt que de les considérer comme légitimes en son sein. Descendants des Palestiniens restés en Israël après l'indépendance, les Arabes israéliens doivent vivre avec une double appartenance et des discriminations parfois lourdes à dénoncer.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Nazareth, Haïfa, Lod et Jaffa

Série

Les fractures d'Israël

Nichée dans une vallée au milieu des collines de Galilée, la ville de Nazareth n'a guère de souci à se faire pour perpétuer sa renommée internationale. Son citoyen le plus célèbre, qui y aurait vécu il y a 2 000 ans, lui a en effet assuré d'année en année un flot de visiteurs qui n'est pas près de se tarir. Tout au long de l'année, les touristes du monde entier se pressent ici pour visiter la basilique de l'Annonciation, construite à l'endroit même où l'archange Gabriel aurait annoncé à Marie qu'elle était enceinte du "Sauveur", le Messie annoncé par les prophètes de l'Ancien Testament. Avec Jérusalem, Bethléem (située en territoire palestinien) et le site de Béthanie, où Jésus aurait été baptisé dans le Jourdain, Nazareth figure comme une étape incontournable de tous les voyages bibliques qui ont lieu dans la région, ce qui n'est pas pour déplaire aux habitants de cette petite ville de 70 000 habitants. Des habitants, tous issus de la minorité "arabe israélienne" – ou "Palestiniens d'Israël" comme certains d'entre eux préfèrent se nommer – que la démographie et l'impossibilité d'étendre les frontières municipales ont privés depuis longtemps de tout espace vert à l'intérieur de leur ville.

C'est un élément essentiel pour comprendre la complexité du conflit israélo-palestinien et une donnée largement ignorée par les médias internationaux qui préfèrent souvent le présenter comme un conflit entre deux entités homogènes aux frontières bien définies. Israël, fondé en 1948 en tant qu'"Etat juif et démocratique" n'est en réalité juif qu'à 80%. Plus d'un citoyen sur cinq (soit 1 350 000 personnes) est musulman, chrétien, druze ou bédouin. Ils sont les descendants des Palestiniens qui, après l'indépendance, sont restés sur le territoire du nouvel Etat d'Israël, les autres ayant trouvé refuge dans les pays voisins. Tous ont aujourd'hui un passeport israélien. Tous jouissent, en théorie du moins, des mêmes droits qu'un citoyen juif. En pratique, la situation est loin d'être idyllique pour nombre d'entre eux.

Haïfa, troisième ville d'Israël par la taille, centre portuaire, technologique et industriel majeur du pays, est souvent présentée dans les guides touristiques comme la "ville de la coexistence". Avec ses 270 000 habitants, elle est l'une des quelques "villes mixtes" du pays et doit son surnom au fait que Juifs et Arabes cohabitent ici dans une relative sérénité. Nadim, 39 ans, y vit depuis de nombreuses années. Arabe israélien, il reconnaît que les conditions de vie y sont bien meilleures que dans d'autres villes mixtes comme Akko, Ramleh ou Lod, où les quartiers juifs et arabes sont clairement séparés, parfois par un mur, et où les tensions sont parfois très vives entre communautés. Malgré tout, dit-il, "il reste difficile pour un Arabe de louer un appartement dans les beaux quartiers du haut du Carmel car les propriétaires savent que louer à un Arabe fait baisser la valeur de leur bien.

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fracture internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

- **Demain** : les ultraorthodoxes et l'opposition entre laïcs et religieux.
- **Vendredi** : les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d'autres.

On ne trouve aucun employé arabe au port de Haïfa et très peu dans la compagnie d'électricité. Officiellement, on n'engage pas d'Arabes dans ces secteurs pour des raisons de sécurité. Mais qu'on ne vienne pas me dire alors que nous sommes des citoyens comme les autres. Nous ne sommes que tolérés ici et il y aura toujours de la suspicion autour de nous."

Cette suspicion se traduit notamment, dit-il, par un zèle policier très pesant chaque fois qu'il se rend à l'aéroport. Elle est aussi particulièrement palpable dans les moments de crise, comme en juillet 2006, lorsqu'une guerre éclate entre Israël et le Hezbollah libanais après l'attaque d'une patrouille et l'enlèvement de deux soldats à la frontière nord. Durant un mois, des centaines de roquettes katiouchas se sont abattues sur Haïfa et sur les autres villes du nord. "Soudainement, il ne faisait plus bon être un Arabe à Haïfa", poursuit Nadim. "Dans la rue, la tension était très forte. Je me suis fait invectiver violemment par des passants qui m'ont accusé de soutenir Nasrallah (le leader du Hezbollah, NdLR). Pourtant, je risquais moi aussi d'être touché par une roquette."

Le 19 juillet, alors que la population de Haïfa est terrée dans les abris, une roquette du Hezbollah tue trois personnes dont deux enfants dans la ville de Nazareth. La colère des habitants est terrible. Mais de manière un peu surprenante, elle est davantage dirigée vers le gouvernement israélien que vers le Hezbollah. La presse internationale découvre alors que contrairement à sa voisine juive "Nazareth Illit", Nazareth l'arabe ne dispose ni d'abris, ni de système d'alerte pour les missiles. Un exemple parmi d'autres politiques discriminatoires qui frappent les municipalités arabes et que dénonce Ramiz Jaraysi, le maire de Nazareth. "D'une manière générale, on empêche les municipales arabes de grandir", dit-il. "La plupart des demandes formulées en ce sens au ministère de l'Intérieur sont bloquées. Voilà pourquoi nous sommes 70 000 sur 14 km² alors que Nazareth Illit dispose de 32,5 km² confisqués sur des terres de Nazareth pour loger ses 43 000 habitants."

Les politiques discriminatoires sont également visibles, dit-il, dans les budgets et les services publics. D'après le "Follow-up committee for education", une ONG établie à Nazareth, 1 000 shekels par an sont ainsi alloués pour chaque étudiant dans les écoles arabes d'Israël contre 8 000 dans les écoles juives. "Les écoles arabes souffrent d'un manque considérable de moyens et l'acquisition d'équipement ne suit pas la démographie", dénonce le comité. "A l'heure actuelle, nous avons calculé qu'il faudrait construire 6 200 nouvelles classes pour rattraper le retard."

Un retard et un manque de moyens qui, toujours selon l'ONG, se ressentent dans les résultats scolaires des enfants arabes. "Les enfants arabes ont des résultats qui sont inférieurs de 22% à la moyenne nationale. Et au terme de leur scolarité, à peine 9% d'entre eux iront à l'université."

Orna Kohn est juriste et travaille pour Adalah, une organisation pour la défense des droits de la minorité



À Haïfa, les communautés juives et arabes cohabitent dans une relative harmonie. Mais le malaise des Arabes israéliens n'en demeure pas moins réel.

arabe israélienne basée à Haïfa. Elle et ses collègues ont établi une liste de 22 lois votées par la Knesset, qui, disent-ils, conduisent à discriminer directement les Arabes israéliens par rapport aux citoyens juifs. Parmi celle-ci, les dispositions relatives au regroupement familial, qui sont différentes en fonction de l'appartenance ethnique des conjoints. "En vertu de la loi du retour, tout citoyen juif a le droit d'immigrer en Israël. Un Juif qui épouse un autre Juif à l'étranger n'aura donc pas beaucoup de problèmes pour faire venir son conjoint dans le pays", explique Orna Kohn. Mais pour un citoyen arabe, les choses ne seront pas aussi simples. "Depuis 2003, un citoyen arabe d'Israël pourra épouser quelqu'un résidant à Gaza ou en Cisjordanie mais il ne pourra pas faire venir son conjoint en Israël. La raison est simple: l'Etat d'Israël ne veut pas augmenter le nombre de Palestiniens sur son territoire."

De la plage de Tel-Aviv, on aperçoit au loin le minaret de la vieille mosquée de Jaffa, et son vieux port, où il fait bon se promener les jours de soleil. Fondée

il y a 4 000 ans, Jaffa a été longtemps une plaque tournante du commerce maritime en Méditerranée. Sur les photos datant des années 20, qui se vendent pour quelques shekels au marché aux puces, on voit de fiers marchands poser avec leurs chameaux, on distingue des grands sacs d'épices dans de longues rues bordées s'échoppes, et on se prend à imaginer l'ambiance orientale qui devait régner dans ces rues au temps de la Palestine mandataire. Aujourd'hui, Jaffa n'est plus qu'un quartier de Tel-Aviv, la petite ville juive construite à ses côtés au début du XX^e siècle et qui a fini par l'englober. Un quartier arabe, certes, mais où vivent désormais également de nombreux Israéliens juifs, attirés par la beauté des maisons, la proximité de la mer et l'atmosphère très "bourgeois-bohème" qui a fini par s'y installer.

Sami Abou Shahadeh est historien et a consacré sa thèse de doctorat à l'histoire de Jaffa. Depuis les dernières élections, en 2008, il est également l'unique conseiller arabe au conseil municipal de Tel-Aviv. Pendant son temps libre, il organise des visites pour les touristes, afin que ceux-ci ne repartent pas sans une trace du passé que, dit-il, l'Etat d'Israël fait tout pour effacer. "Il y a une chose qu'il faut bien comprendre", s'exclame-t-il. "C'est que nous n'avons pas émigré en Israël. C'est Israël qui a immigré chez nous! Tel-Aviv ne s'est pas construite sur du sable. Il y a partout ici des traces de villages arabes qui ont été détruits. Si vous allez à l'hôtel Hilton, montez au 4^e étage et demandez une chambre qui donne sur le sud. Par la fenêtre, vous apercevrez les restes du cimetière arabe sur lequel ils l'ont

construit."

Citoyens de l'Etat hébreu, de nombreux Arabes israéliens considèrent leur destin lié à celui des Palestiniens des Territoires (Cisjordanie & Gaza) et à celui des réfugiés vivant dans les pays limitrophes. Comme eux, ils perpétuent la mémoire de la Nakbah (la "catastrophe" et la fuite des Palestiniens après la création de l'Etat d'Israël), mais hormis les Druzes et les Bédouins, qui effectuent leur service militaire dans les rangs de Tsahal, ils sont dispensés de cette obligation.

La question de leur avenir au sein de l'Etat continue toujours de se poser, dans un pays où un ministre des Affaires étrangères, Avigdor Liberman, a appelé publiquement à leur "déplacement" organisé vers les territoires palestiniens. La création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza ne résoudrait d'ailleurs en rien leurs problèmes quotidiens. "Notre grand malheur, c'est que le monde ignore notre existence", conclut Sami Abou Shahadeh. "Lors des accords d'Oslo, il a été considéré que nous étions une affaire interne à l'Etat d'Israël." Or, si des progrès peuvent être faits en matière de lutte contre les discriminations, la question de l'identité, elle, continuera de se poser.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.